(A)

(N° 10.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 21 NOVEMBRE 1923

Rapport de la Commission des Affaires Étrangères,
chargée d'examiner le Projet de Loi approuvant
la Convention Anglo-Belge sur la transmission
des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'éta-
blissement des preuves.

*(Voir les nos 58, 321 (session de 1922-1923) et les Ann. parl. de la
Chambre des Représentants, séance du 14 juin 1923.)*

Présents : MM. le comte T'KINT DE ROODENBEKE, président; DIGNEFFE,
FERON, LAFONTAINE, LE JEUNE, RENARD, WITTEMANNS et SPEYER,
rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Ce Projet de Loi a été voté par la Chambre des Représentants à l'una-
nimité moins quatre voix et sans débat.

Votre Commission à l'unanimité, vous propose également de l'adopter,
en s'inspirant des excellentes considérations qui ont été développées dans
l'Exposé des motifs ainsi que dans le rapport de l'honorable Comte
Carton de Wiart.

Toutefois, nous croyons devoir attirer l'attention des futurs commen-
tateurs de la Convention sur le littéra *d* de son article 9.

Les termes catégoriques de cette disposition pourraient faire croire que
celle-ci consacre une exception à l'article 139 de la loi du 18 juin 1869.

Il n'en est rien pourtant et, avec l'auteur de l'Exposé des motifs et
l'honorable Rapporteur de la Chambre des Représentants, nous estimons
que la présente Convention n'a nullement pour effet de supprimer l'inter-
vention du Ministre de la Justice telle qu'elle est prescrite par le statut
fondamental de notre organisation judiciaire.

Le Rapporteur,
H. SPEYER.

Le Président,
Comte T'KINT DE ROODENBEKE.